

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2018

L'an deux mille dix-huit, le vingt septembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **12 septembre 2018**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Bernard BARDOU, Michel BELAVAL, Marie-Françoise DURIS, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Corinne BOUTIÉ, Carole PUYELO, Philippe VIALA.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Budget assainissement – Transformation en budget annexe avec autonomie financière
2. Groupe scolaire : acquisition de matériel de nettoyage et travaux de réparation
3. Décisions modificatives
4. Maison sise 8 rue Victor Hugo : détermination des conditions et du prix de vente
5. Avenant à la convention d'adhésion au service de médecine préventive avec le CDG 81
6. Programmation culturelle
7. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation du compte rendu du 28 juin 2018.

Le compte rendu de la séance du 28 juin 2018 est adopté à l'unanimité des membres présents.

1) Budget assainissement – Transformation en budget annexe avec autonomie financière (2018/32)

Considérant que des travaux préalables au transfert de la compétence Eau et Assainissement des communes vers les EPCI (au plus tard le 01/01/2020) doivent être menés par les communes sur leur budget Eau et Assainissement,

Considérant que pour la commune de Saint Paul Cap de Joux, le budget Assainissement est un budget annexe sans autonomie financière et rattaché au budget principal au moyen d'un compte de liaison, en lieu et place d'un compte au trésor propre,

Vu que l'autonomie financière du budget annexe devra être constatée dans Hélios lors de la prochaine initialisation du budget,

Vu que pour permettre de réaliser la mise en conformité du budget annexe Assainissement, il appartient au Conseil Municipal de prendre une délibération afin de pouvoir transformer ce budget annexe non autonome en budget annexe avec autonomie financière au 01/01/2019,

Vu l'article 2221-1 du CGCT indiquant que « les communes et les syndicats de communes peuvent exploiter directement des services d'intérêts public à caractère industriel ou commercial. Et que sont considérés comme industrielles et commerciales les exploitations susceptibles d'être gérées par des entreprises privées, soit par application de la loi des 2-17 mars 1791, soit en ce qui concerne l'exploitation des services publics communaux, en vertu des contrats de concession ou d'affermage »,

Vu l'article L. 2221-4 du CGCT indiquant que les régies mentionnées aux articles L. 2221-1 et L. 2221-2 sont dotées soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière, si le conseil municipal en a ainsi décidé, soit de la seule autonomie financière,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- autorise la transformation du budget annexe Assainissement non autonome en budget annexe avec autonomie financière au 1^{er} janvier 2019 ;
- autorise Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services de la préfecture du Tarn et des finances publiques.

2) Groupe scolaire : Travaux de réparation – Acquisition de matériel pour l'entretien des locaux (2018/33)

M. le Maire rappelle la nouvelle organisation scolaire adoptée par délibération du 28 juin 2018. Afin de faciliter le travail des agents dans leur mission, il est proposé d'acquérir différents matériels : 2 aspirateurs dorsaux, 2 aspirateurs traineaux, 2 sièges tabouret avec dossier, 1 nettoyeur vitre Kärcher, 1 centrale de désinfection, 1 chariot ménage, 1 diable pliable, 1 enrouleur avec tuyau et 30 chaises pour un montant total de dépenses HT de 3 300 € environ.

Par ailleurs, pour pallier aux infiltrations d'eau dans le bureau de la directrice, il est proposé de réaliser des travaux pour étanchéifier le hublot.

M. le Maire présente les différents devis et propose de les valider.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- accepte le devis de la SARL P.M.G. pour les travaux dans le bureau de la directrice pour un montant de 2 330 € HT,
- accepte les différents devis pour l'acquisition des équipements présentés ci-dessus,
- autorise M. le Maire à signer toutes pièces et à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

3) DM n°2 – Ajustements budgétaires (2018/34)

M. le Maire expose :

- les travaux d'extension du cabinet médical sont soumis aux taxes d'urbanisme en vigueur sur la commune et doivent être comptabilisées en section d'investissement ;
- des infiltrations d'eau récurrentes dans le bureau de la directrice nécessitent des travaux de réfection ;
- pour faciliter le travail des agents il est indispensable d'acquérir du matériel et des équipements supplémentaires.

Considérant que ces dépenses n'étaient pas inscrites au budget primitif, M. le Maire propose d'adopter les virements de crédits suivants :

Article - Opération	Libellé	Dépenses
<u>INVESTISSEMENT</u>		
2313 - 16009	Taxe d'aménagement - Extension du cabinet médical	1 500,00 €
2313	Constructions	3 000,00 €
2184	Mobilier	750,00 €
2188	Autres immos corporelles	3 250,00 €
2158 - 18004	Illuminations	-8 500,00 €
TOTAL		0,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les crédits supplémentaires comme présentés ci-dessus.

4) Cession de l'immeuble sis 8 rue Victor Hugo (2018/35)

M. le Maire rappelle la délibération n°2018/9 du 1^{er} mars 2018 décidant la vente de la propriété immobilière sise 8 rue Victor Hugo, parcelle A 314 d'une superficie de 205 m².

M. le Maire informe l'assemblée que l'acquéreur potentiel n'a pu obtenir le prêt. Ce bien est à nouveau à la vente mais ne fait l'objet que de très peu de visites.

Des agences immobilières proposent leurs services en leur confiant un mandat simple de vente.

M. le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur les conditions et le prix de vente de ce bien.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- maintient la vente de la propriété immobilière sise 8 rue Victor Hugo, parcelle A 314 d'une superficie de 205 m²,
- fixe le prix de vente de ce bien à 100 000 € net de frais d'honoraires,
- autorise M. le Maire à signer un mandat simple de vente avec toutes agences immobilières,
- précise que les honoraires d'agence et les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur,
- autorise M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

5) Avenant à la convention d'adhésion au service de Médecine de Prévention et de santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn avec effet au 01.07.2018 (2018/36) – Annexe 1

Le Maire indique que le Conseil d'administration du Centre de Gestion a décidé de refondre les prestations de son Service de prévention des risques professionnels à compter du 1^{er} juillet 2018, afin d'accompagner au mieux les employeurs territoriaux sur les questions d'hygiène, de sécurité et de prévention des risques.

Il est rappelé que l'adhésion au service de médecine préventive et de santé au travail (S.M.P) emporte l'accès aux prestations du Service prévention du Centre de Gestion. Or, afin d'intégrer les nouvelles modalités d'actions et de tarification de ce service, le Centre de Gestion propose la

signature d'un avenant à la convention qui nous lie à lui pour l'adhésion au S.M.P, à effet au 01.07.2018. Cet avenant a pour but d'introduire dans la convention d'adhésion au S.M.P :

- la mise en place de nouvelles prestations de réalisation ou de mise à jour « clé en main » du document unique d'évaluation des risques professionnels,
- la mise en place d'une prestation d'accompagnement à la réalisation du document unique gratuite pour les collectivités adhérentes au service de médecine préventive,
- un tarif préférentiel d'intervention du Service prévention pour les collectivités adhérentes au S.M.P : 400 €/jour (au lieu de 500 €/jour pour les non adhérents),
- les autres termes de la convention sont sans changement.

Le Maire propose en conséquence d'autoriser la conclusion du dit avenant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 25, et 26-1,
- VU le décret n°85-603 du 10 Juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 85-643 du 26 Juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84- 53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la circulaire n°NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale
- VU la délibération n°54/2017 du 14 décembre 2017 du Conseil d'administration du Centre de Gestion fixant les nouvelles modalités d'intervention du Service Prévention et ses nouveaux tarifs à compter du 1er juillet 2018,
- Autorise M. le Maire à signer l'avenant à la convention d'adhésion au service de médecine de Prévention et de santé au travail du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Tarn, tel qu'il figure en annexe de la présente. Cet avenant a pour effet à compter du 1^{er} juillet 2018 de mettre à jour les prestations du Service prévention auxquelles la qualité d'adhérent au service de médecin ouvre droit.

6) Programmation culturelle

M. le Maire présente la proposition de spectacle de la Cie Dhang Dhang « Enchantés Madame Mozart » pour un coût de 1 200 €.

Il propose de l'inclure dans la programmation culturelle 2019 et de le programmer le dimanche 10 mars à 15 heures. Proposition acceptée à l'unanimité.

7) Questions diverses

Rentrée scolaire

Les effectifs réels s'élèvent à 99 enfants (pour 101 inscrits).

Une nouvelle enseignante est arrivée sur le niveau CE1-CE2-CM1.

M. le Maire présente les remerciements de l'équipe enseignante et de l'association Saint Paul Cap de Tout pour l'apéritif dinatoire offert pour fête de fin d'année du 29 juin 2018.

Les enseignants doivent réaliser des actions à l'occasion de la fin du centenaire de la 1^{ère} guerre mondiale (projet d'exposition) et envisagent une action le 11 novembre également.

L'ilot central enherbé de la cour d'école nécessite des travaux d'aménagement, ces travaux pourraient s'envisager en 2019, la commission étudiera les différentes solutions : pelouse synthétique, sol souple ?

Centre de secours de St Paul Cap de Joux

Afin de sécuriser la sortie du centre de secours de St Paul Cap de Joux, le Président du SDIS du Tarn demande l'implantation de deux panneaux « sortie pompiers » au carrefour de la départementale 84 et l'avenue du Relai.

Accepté à l'unanimité.

Subvention travaux salle St Paulaise

Le Département a attribué la subvention demandée (30%), soit 3 125.39 € pour les travaux de mises aux normes électriques et modification des sanitaires dans la salle St Paulaise.

Défense extérieure contre l'incendie

Le syndicat d'alimentation en eau potable de Vielmur-St Paul envisage de prendre la compétence pour l'entretien et le contrôle des poteaux bouches et point d'aspiration pour la défense contre l'incendie. Une convention sera proposée d'ici la fin de l'année.

Planning de la salle des sports

Les associations se sont entendues pour organiser leurs différents entraînements sans aucun problème et sont très satisfaites du nouveau sol sportif.

Point sur les travaux

Le chantier de l'avenue du Relai a été réceptionné ainsi qu'une partie de l'avenue de Puylaurens (il reste les plantations à faire).

Le transformateur devrait être installé en novembre et sera branché en janvier 2019.

Herbe sur la voirie : la commune n'utilise plus de produits phytosanitaires sur la voirie, et le désherbage n'est fait que mécaniquement.

Etat du clocher

Un représentant de la paroisse a signalé des problèmes d'infiltrations et demandé des travaux d'entretien. Noël Ferran est chargé de vérifier les travaux à réaliser qui seront programmés en 2019.

Informations diverses

- L'attribution du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) s'élève à 17 051 € pour cette année.
- Une nouvelle esthéticienne a repris l'institut qui se nomme dorénavant, Ophélie D.
- Journée de l'entreprise agricole le 5 octobre à 18h30 à Brousse.
- Fin de l'exposition Art'Kange à la chapelle Ste Cécile.
- Cambriolage de l'atelier municipal dans la nuit du 10 au 11 septembre 2019, le préjudice s'élève à plus de 4 500 €.
- Résidence d'artiste de Chergui Théâtre du 8 au 12 octobre 2018 dans la salle des fêtes (prise en charges des repas du midi par la commune) et reprise des répétitions du Nadalet dans la salle St Paulaise à compter du 19 septembre 2018.
- Trifyl proposera des actions de sensibilisation sur les communes en vue de réduire les déchets et d'améliorer le recyclage.
- Remerciements du comité des fêtes de Beauzelle pour le prêt de matériel à l'occasion de la fête du hameau.
- Remerciements de la famille Vernhères pour les fleurs envoyées lors du décès de sa mère.

Communauté de communes du Lautrécois Pays d'Agout

- Etudes préalables au transfert des compétences eau et assainissement : présentation des bureaux d'études et du calendrier de collecte des informations (réseaux, fonctionnement...) auprès des mairies.

Le SIAEP Vielmur-St Paul va proposer aux communes de demander un report de ce transfert au 1^{er} janvier 2026.

- Audit du cabinet Sherpa : le cabinet a organisé des rencontres avec l'ensemble des maires pour connaître leur ressenti sur chaque compétence exercée par la CCLPA. M. le Maire précise qu'il leur a indiqué également son ressenti sur le fonctionnement dans sa globalité.
- Commission environnement et matériel : Thierry Vialard et Sophie Sence rendent compte :
 - il est prévu d'équiper les camions de collecte des déchets de GPS (coût 8 000 € environ)
 - installation d'une pompe pour le carburant : coût 23 000 €
 - démarrage des travaux du centre technique début octobre
 - les composteurs vont être livrés dans les écoles prochainement.

Dates à retenir

- Commission travaux : jeudi 11 octobre de 10h à 12h
- Conseil municipal : jeudi 8 novembre à 20h30

Fin de séance.

ANNEXE 1



Nos références : AVSMP – version 01/07/18
Pôle santé et conditions de travail – service de médecine préventive
☎ 05.63.60.19.09 ✉ smp@cdg81.fr
Correspondant : secrétariat du service de médecine préventive

AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE avec effet au 01.07.2018

pour la mise en œuvre de prestations dans le domaine de la prévention des risques professionnels

Entre : MAIRIE DE ST PAUL CAP DE JOUX représenté(e) par Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire, dûment habilité par délibération du et désigné par MAIRIE DE ST PAUL CAP DE JOUX dans le présent avenant à la convention,

d'une part,

Et : Le Centre de Gestion du Tarn, sis 188 rue de Jarlard 81000 ALBI, représenté par son Président, M. Sylvian CALS, dûment habilité par délibération n° 54 du Conseil d'Administration en date du 14 décembre 2017, et désigné par « Le CDG 81 » dans la présente convention,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

VU le Code des Communes et le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Travail,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°85-603 du 10 Juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

VU la circulaire n° NOR INTB1209800C du 12 octobre 2012 portant application des dispositions du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale

VU les délibérations du Conseil d'administration du CDG 81 n°28/2017 du 15 mai 2017 et n°22/2018 du 30 mai 2018 fixant les tarifs du service respectivement à compter du 1^{er} janvier 2018 et du 1^{er} janvier 2019,

VU la délibération du Conseil d'administration du CDG 81 du 14 décembre 2017 qui modifient les modalités d'intervention du service Prévention et en fixe les tarifs à partir du 1^{er} juillet 2018,

Vu la convention en cours portant adhésion de la structure au Service de Médecine Préventive et de santé au travail du Centre de Gestion,

VU la délibération en date du de l'assemblée délibérante de la structure autorisant la signature du présent avenant,



Centre De Gestion
de la Fonction Publique Territoriale

188 rue de Jarlard - 81 000 ALBI
Tel : 05.63.60.16.50 • Fax : 05.63.60.16.51
cdg81@cdg81.fr
www.cdg81.fr



ARTICLE 1 :

La dénomination « collectivité », est remplacée par la dénomination « structure », dans tous les articles de la convention d'origine.

ARTICLE 2 :

¶ La codification de la convention d'adhésion au S.M.P. est modifiée à partir de l'article 10 comme suit :

L'article 10 devient « ARTICLE 10 : MODALITES D'ACCES AUX PRESTATIONS DU SERVICE PREVENTION ».

L'article 11 devient « ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT RÉSILIATION ET MODIFICATION DE LA CONVENTION.

Un nouvel article 12 est introduit : « ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES ».

ARTICLE 3 :

¶ *L'article 7.2. de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulé et remplacé par :*

« 7.2. Prestations du Service Prévention :

L'adhésion à la présente convention ouvre droit à l'accès aux services et prestations proposés par le Service Prévention détaillés à l'article 9 bis de la présente convention.

Le Médecin de prévention pourra être accompagné du Conseiller en prévention du CDG 81 dans le cadre de ses actions sur le milieu professionnel ».

¶ *L'article 7.3. de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulé et remplacé par :*

« 7.3 Prestations du Service Handicap -Maintien dans l'emploi :

L'adhésion à la présente convention ouvre droit à l'accès aux prestations d'appui au maintien, au reclassement et à l'aménagement des postes de travail détaillées en ANNEXE 1 ».

ARTICLE 4 :

¶ *L'article 9.2.1. de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulé et remplacé par :*

« 9.2.1. Tarif d'adhésion :

Le tarif d'adhésion au service comprend :

Les visites obligatoires

Les visites facultatives

Les prestations servies par le Service Prévention listées à l'article 9bis de la convention, et celles servies par le Service Handicap - Maintien dans l'emploi, listées à l'article 7.3.

Les tarifs des prestations du S.M.P. pour l'année en cours figurent dans la délibération annuelle tarifaire du CDG 81.

Cas spécifique des agents intercommunaux relevant de structures adhérentes au service de médecine préventive (S.M.P.) du CDG 81 :

Pour les agents territoriaux nommés dans plusieurs emplois permanents à temps non complet, la tarification en vigueur sera appliquée sur les structures qui emploient le fonctionnaire et ce à part égale quelle que soit la quotité d'heure exercée.



Cas spécifique des agents intercommunaux relevant de structures adhérentes et de structures non adhérentes au service de médecine préventive (S.M.P.) du CDG 81 :

Dans le cas où l'agent intercommunal est suivi par un service de médecine autre que le service de médecine préventive du CDG 81, la tarification au tarif en vigueur sera appliquée sur la ou les structures affiliées au CDG 81 et ce quelle que soit la quotité d'heure exercée. »

ARTICLE 5 :

¶ L'article 10 de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulé et remplacé par :

« ARTICLE 10 : MODALITES D'ACCES AUX PRESTATIONS DU SERVICE PREVENTION »

L'adhésion au Service de Médecine Préventive ouvre droit aux prestations du service Prévention selon les conditions et modalités suivantes :

10.1. Les prestations proposées par le CDG 81 :

La présente convention ouvre droit aux prestations détaillées en ANNEXE 2 et aux deux types de traitement suivants:

Traitement « clé en main » : le traitement « clé en main » du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DU-EVRP), de l'analyse des facteurs de pénibilité, ainsi que la mise à jour de ces documents d'évaluation des risques, consiste à une élaboration complète de ces documents par le service Prévention du CDG 81 qui réalise les documents pour le compte de la structure.

Traitement « d'accompagnement » : Le traitement d'accompagnement à l'élaboration du DU-EVRP et à la mise à jour des documents de prévention des risques professionnels sont réalisés par les agents référents de la structure, avec l'accompagnement du Service prévention.

10.2. Prestations non facturées, couvertes par la convention :

Le service Prévention du CDG 81 peut assurer les actions non facturées suivantes au cours de la convention, au choix et à la demande de la structure :

- ¶ État des lieux en prévention des risques professionnels
- ¶ Accompagnement à l'Évaluation des Risques Professionnels
- ¶ Animation du réseau des assistants de prévention
- ¶ Participation à une séance du CHSCT par an
- ¶ Actions en milieu professionnel en lien avec le service de médecine préventive
- ¶ Réalisation de sensibilisations, d'animations thématiques dans la structure
- ¶ Analyse des accidents de service, analyse des statistiques d'absentéisme.

10.3. Facturation :

10.3.1 Tarif des prestations :

Le tarif des prestations d'intervention du service Prévention pour l'année en cours figure dans la délibération annuelle tarifaire du CDG 81.

Sur la base des tarifs fixés annuellement par le Conseil d'Administration, le CDG 81 procédera, après service fait, à la facturation conformément au devis établi, sur lequel sera précisé le nombre de jours d'intervention nécessaires incluant la préparation et la restitution de celle-ci.

Le tarif facturé sera celui en vigueur à la date de réalisation de la mission et non celui en vigueur à la date de signature de la convention.



10.3.2 Révision du tarif des prestations en Prévention :

Tout relèvement du tarif voté par le Conseil d'Administration s'appliquera sans autre formalité à la présente convention.

10.3.3 Modalités de règlement :

La structure réglera les sommes dues au titre des prestations assurées dès présentation de l'avis de paiement à l'issue de la mission par l'agent comptable chargé du recouvrement des recettes du CDG 81 .

10.3.4 Conditions de facturation des missions décommandées :

Toute intervention décommandée par la structure moins de 3 jours ouvrés avant la date prévue pour sa réalisation sera facturée sur la base de la durée prévisionnelle de la mission.

Une mission décommandée par le CDG 81 ne fera l'objet d'aucune facturation.

10.4. : Conditions et limites de l'exercice des missions :

10.4.1. Engagement de la structure :

La structure s'engage à fournir au service Prévention du CDG 81 toutes informations utiles permettant à ce dernier d'accomplir les prestations sollicitées. La structure autorise par ailleurs les Conseillers du service Prévention à circuler librement dans tous les locaux et services dont elle a la responsabilité, ainsi qu'à intervenir auprès de ses agents, sans pour autant leur reconnaître un pouvoir hiérarchique. Enfin, la structure s'engage à informer le CDG 81 des suites données aux missions assurées.

10.4.2. Engagement du CDG 81 :

Afin d'assurer l'objectivité des constats et propositions, autonomie et indépendance sont garanties aux Conseillers du Service Prévention du CDG 81.

Les Conseillers du service Prévention du CDG 81 respectent les règles et les devoirs auxquels sont soumis tous les agents publics, en particulier les obligations de neutralité et de discrétion professionnelle.

10.4.3. Responsabilité :

Pendant l'exercice de leurs missions au sein de la structure, les Conseillers du Service Prévention du CDG 81 restent placés sous la responsabilité du CDG 81.

La responsabilité du CDG 81 ou de ses agents ne saurait être mise en cause en cas d'inobservation par la structure des préconisations et propositions émises.

La structure demeure seule responsable de la définition et de la mise en œuvre des règles d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.

De même, la responsabilité du CDG 81 ne peut être engagée en ce qui concerne les conséquences des mesures retenues prises par la structure.

D'une manière plus générale, la présente convention n'a ni pour objet ni pour effet d'exonérer la structure de ses obligations découlant :

- Des dispositions législatives et réglementaires,
- Des avis des autres acteurs réglementaires de la prévention,
- Des recommandations et règles de l'art dans le domaine de la prévention des risques professionnels. »



ARTICLE 6 :

¶ L'ARTICLE 10 et ses articles 10-1, 10-2, 10-3 et 10-4 sont respectivement renumérotés ARTICLE 11, 11-1, 11-2, 11-3 et 11.4.

ARTICLE 7 :

¶ L'annexe 1 de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulée et remplacée par L'ANNEXE 1 au présent avenant.

ARTICLE 8 :

¶ L'annexe 2 de la convention d'adhésion au S.M.P. est annulée et remplacée par L'ANNEXE 2 au présent avenant.

ARTICLE 9 :

Les annexes 3 et 4 de la convention d'adhésion au S.M.P. sont supprimées.

ARTICLE 10 :

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2018.

ARTICLE 11 :

Les dispositions de la convention initiale qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires (Un pour la structure, un pour le CDG 81).

Fait à ALBI, le 2. AOÛT. 2018.

Le Président du Centre de Gestion du Tarn

Sylvian CALS



Fait à, le

L'autorité territoriale





ANNEXE 1

Description des modalités particulières de réalisation des prestations

L'ACCOMPAGNEMENT MAINTIEN DANS L'EMPLOI ...

... ou comment favoriser le maintien ou le retour à l'emploi d'un agent ayant des restrictions d'aptitude ou un risque d'aptitude physique.



QUI EST CONCERNE ?

Le maintien dans l'emploi, c'est l'ensemble des démarches et mesures mises en place par une collectivité pour maintenir dans l'emploi un collaborateur ne pouvant plus effectuer son activité, pleinement ou partiellement.

Le maintien concerne donc tout agent, qu'il soit déjà reconnu handicapé ou non :

- **confronté** à des restrictions temporaires ou partielles d'aptitude à son poste de travail ; situation qui nécessite alors un **aménagement du poste de travail**
- **déclaré** inapte totalement et définitivement à son poste de travail ; situation qui nécessite alors un changement d'affectation ou un **reclassement professionnel**.



QUELS SONT LES AMENAGEMENTS POSSIBLES ?

Des aménagements interviennent lorsqu'un agent présente une inaptitude temporaire à son poste de travail, ou une inaptitude partielle au regard de certaines activités de son poste.

Ils ont **pour but de "compenser" les contraintes** de la personne en situation de handicap.

- **Les aménagements ergonomiques ou techniques**: travaux d'accessibilité, appareillages et matériels adaptés (écran et clavier d'ordinateur adaptés, appareil auditif, véhicule adapté ...)
- **Les aménagements organisationnels**: changements de rythme et d'horaires, modifications de la répartition de la charge de travail, mi-temps thérapeutique, ...
- **Les aménagements fonctionnels ou humains**: formations professionnelles, tutorat, aides humaines (interprétariat, auxiliaire de vie pour les activités professionnelles ou les actes de la vie quotidienne ...)



QUE FAIRE SI AUCUN AMENAGEMENT NE PERMET DE MAINTENIR L'AGENT DANS L'EMPLOI ?

Lorsque l'inaptitude au poste de travail est totale et définitive et que l'aménagement du poste n'est plus suffisant, l'obligation de reclassement s'impose alors à l'employeur.



Si en matière de reclassement, la Collectivité est tenue par une obligation de moyens et non de résultats lui imposant d'examiner toutes les possibilités, l'employeur est bien entendu tenu d'assurer la santé et la sécurité des agents placés sous son autorité.

L'employeur public peut bénéficier du financement du FIPHFP pour déployer les aides nécessaires au maintien dans l'emploi des agents en situation de d'inaptitude physique, qu'il soit ou non soumis à contribution au fonds.

UNE ACTION CONCERTÉE

La réussite d'un maintien dans l'emploi réside dans l'engagement de tous les acteurs de la Collectivité : élus, médecin de prévention, service de ressources humaines, responsable hiérarchique, ...

FAVORISER LE SIGNALEMENT PRÉCOCE DES SITUATIONS

est dans la prévention d'éventuels problèmes de santé ou d'inaptitude que se joue la première étape du maintien dans l'emploi. Il s'agit de repérer suffisamment tôt les situations professionnelles à risques afin de les prévenir. *Par exemple, pour un agent des services techniques, la répétition d'arrêts maladie en raison de problèmes de dos doit alerter l'employeur et l'inciter à envisager des adaptations au poste travail pour préserver la santé de son agent et son employabilité.*

Le saviez-vous ? 1 personne sur 2 sera confrontée à une situation de handicap au

POUR UN MAINTIEN RÉUSSI : L'ACCOMPAGNEMENT DU CDG 81

Pour vous aider dans vos démarches de maintien/reclassement d'un agent, le CDG 81 vous propose **un diagnostic maintien dans l'emploi**. Ouvert à toutes les collectivités locales qui lui sont affiliées, **ce service est gratuit**.

ETAPE 1 : LE SIGNALEMENT

- **Signalement** par la Collectivité ou par l'établissement public

ETAPE 2 : L'ANALYSE DE LA SITUATION

- **Traitement de la demande** par le service handicap après accord de l'agent et du médecin de prévention
- **Recueil de données** : avis de la médecine professionnelle, PV du Comité Médical ou de la Commission de Réforme, résultats d'expertises médicales, recueil d'informations auprès de l'employeur (détail des arrêts de travail, fiche de poste, organigramme de la Collectivité ...)

ETAPE 3 : LE DIAGNOSTIC

- **Constitution d'un groupe de travail** – Réunion d'évaluation
- **Une phase d'analyse** en concertation avec tous les acteurs concernés se met en place
- **Se poser les bonnes questions** :



- *Quel est l'impact du handicap de l'agent sur son aptitude au poste de travail ?*
- *Quelles sont les compétences et les aspirations de l'agent ?*
- *Quels sont les besoins de la Collectivité ? Certains postes seront-ils vacants à court terme ?*
- *Quelles sont les possibilités techniques et organisationnelles de la Collectivité ?*
- *Quelles procédures mettre en place en conformité avec le Statut ? ...*

– **Entretien avec l'agent et l'employeur**

– **Identification de solutions :**

Solution 1, lorsqu'un aménagement de poste est possible : maintien au poste de travail avec compensation du handicap (aménagement de poste, réorganisation des tâches ...)

Solution 2, en cas d'inaptitude définitive au poste de travail : reclassement ou changement d'affectation dans la Collectivité, avec ou sans compensation du handicap.

Solution 3, en l'absence de solution dans la Collectivité : mobilisation d'aides et de dispositifs pour préparer l'agent à une nouvelle orientation professionnelle hors de la Collectivité (bilan de compétences, formation complémentaire, mobilisation du Pôle Emploi-Mobilité-Concours du CDG 81 ...).

ETAPE 4 : LE RAPPORT D'INTERVENTION

– **Rapport final comprenant le diagnostic et des propositions d'actions.** Il est restitué à la Collectivité, à l'agent et au médecin du travail

– **Définition d'un calendrier d'actions**

ETAPE 5 : MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTIONS

Dès lors que les décisions sont arrêtées par l'employeur :

– Accompagnement dans la mise en oeuvre des actions nécessaires à l'aménagement du poste de travail ou au reclassement professionnel (aide à la définition des aménagements et contenu du poste de travail, sensibilisation des collègues de travail ...)

– Mobilisation d'acteurs extérieurs (centre de bilan de compétence, société de transport adapté ...)

– **Aide au montage de dossiers de demande de subvention auprès du FIPHFP**

– Accompagnement dans la mise en oeuvre des procédures statutaires (formalisation de la procédure de reclassement, gestion des procédures devant le Comité Médical, ...)

ETAPE 6 : LE SUIVI ET L'ACCOMPAGNEMENT

– Accompagnement de l'agent pendant cette période de changement : que l'agent reste à son poste de travail ou qu'il prenne de nouvelles fonctions dans la Collectivité, il est important qu'il bénéficie de l'appui du médecin de prévention ainsi que de celui de sa hiérarchie (manager, DRH, autorité territoriale ...).

VOTRE CONTACT

Nadia NADI, correspondant Handicap
CDG 81 – 188 rue de Jarlard – 81000 ALBI
Tél : 05.63.60.16.69 – handicap@cdg81.fr





ANNEXE 2

PROPOSITION D'INTERVENTION DU SERVICE DE PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS



Table des matières

CONTEXTE-----	11
○ Contexte règlementaire -----	11
○ Contexte de l'intervention du service de prévention -----	11
○ Objectif du rapport -----	12
OBJECTIFS -----	12
○ Problématique de votre structure-----	12
ETAT DES LIEUX -----	12
PROPOSITIONS DU CDG 81 -----	13
CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION -----	17
CONDITIONS TARIFAIRES -----	17
PROPOSITION TARIFAIRE-----	17
ACCORD -----	18



CONTEXTE

La prévention des risques professionnels, encadrée par des dispositions légales engageant la responsabilité civile et pénale, souvent méconnue, des élus et fonctionnaires des structures publiques territoriales, consiste à analyser les situations de travail à risques, et d'en diminuer l'exposition, voire de la supprimer, si cela est possible.

Les enjeux de la prévention ne sont pas uniquement réglementaires, mais multiples pour la collectivité.

La prévention des risques professionnels répond à un enjeu humain, elle permet de préserver l'intégrité physique et la santé des personnes, et ainsi d'améliorer les conditions de travail des agents des collectivités, éléments qui favoriseront la motivation et l'implication des agents au travail.

Elle constitue notamment un enjeu social et organisationnel : en améliorant l'environnement de travail, on diminue l'absentéisme et on augmente la qualité et l'efficacité du service public.

Elle relève enfin d'un enjeu économique : permettant de diminuer l'impact des coûts relatifs à la réparation, à l'indemnisation des accidents de service (coûts liés aux taux d'assurance), elle a pour effet de réduire la charge financière liée à l'absentéisme (coût de remplacement, maintien des traitements).

L'engagement de la collectivité sur une démarche de prévention des risques professionnels démontre d'une volonté d'évoluer en faisant face aux problématiques actuelles.

L'équipe du service prévention du CDG 81 vous accompagne dans ces changements nécessaires.

○ Contexte réglementaire

D'un point de vue réglementaire la prévention des risques professionnels est encadrée par :

- Le décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié
- Le code du travail (partie IV)
- Le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001
- La circulaire n°6 DRT du 18 avril 2002
- Le code pénal
- La circulaire du 12 octobre 2012

○ Contexte de l'intervention du service de prévention

Les structures publiques territoriales se trouvent souvent démunies face aux exigences en matière de prévention des risques professionnels, ne disposant ni des informations juridiques ou techniques, ni du personnel dédié nécessaire.

Face à ce constat, le service prévention accompagne les structures publiques territoriales affiliées au CDG 81 dans le déploiement d'une démarche de prévention des risques professionnels à travers des missions de conseil, d'organisation et d'intervention sur site.



○ Objectif du rapport

Le présent document propose un état des lieux sommaire de la situation de démarche de prévention des risques professionnels au sein de la structure.

Ce rapport comporte notamment une proposition chiffrée d'intervention.

OBJECTIFS

○ Problématique de votre structure

.....

ETAT DES LIEUX

Démarches engagées par votre structure	Etat
Assistants de prévention	Oui / Non
Document unique d'évaluation des risques professionnels	Oui / Non
Fiches de poste	Oui / Non
Evaluation du risque chimique	Oui / Non
Facteurs de pénibilité	Oui / Non
Sensibilisations	Oui / Non
Etudes ergonomiques	Oui / Non
Registre de Santé et Sécurité	Oui / Non

Unités de travail présentes au sein de votre structure
.....
.....
.....



PROPOSITIONS DU CDG 81

	Prestations	Acteurs	Mise en œuvre	Livrables
0	<p>Prestation non facturée : Nomination d'un ou plusieurs Assistant(s) de Prévention</p> <p><i>Les assistants de prévention représentent les relais d'information entre votre structure et le CDG 81.</i> <i>Il est obligatoire d'en nommer au moins un, selon le décret 85-603, au sein d'un établissement.</i> <i>A la suite de sa formation et de sa nomination, nous accompagnerons l'assistant de prévention afin qu'il puisse devenir autonome sur les sujets de prévention des risques professionnels, et vous orienter vers une démarche de prévention durable.</i></p>	CDG 81 + Autorité territoriale	<p>4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification de l'agent référent par l'établissement ▪ Formation au rôle d'assistant de prévention par le CNFPT ▪ Arrêté de nomination et lettre de cadrage par l'établissement ▪ Accompagnement à l'animation du réseau des AP par le CDG 81 	<p>-</p> <p>Lettre de cadrage</p> <p>-</p> <p>Arrêté préfectoral de nomination</p> <p>-</p> <p>Attestation de formation</p>
1	<p>Evaluation des risques professionnels «clé en main»</p> <p><i>Nous vous proposons d'élaborer l'évaluation des risques de votre structure.</i> <i>L'élaboration clé en main, est une élaboration complète et précise, selon vos besoins, du Document Unique de votre structure, par le/les conseiller/s en prévention des risques du CDG 81.</i></p>	CDG81	<p>4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche d'évaluation aux agents et aux élus ▪ Identification des unités de travail ▪ Mise en œuvre de la prestation d'évaluation des risques professionnels par le conseiller en prévention du CDG 81 ▪ Restitution des livrables aux élus et aux agents (Document Unique et plan d'action de prévention) 	<p>Document Unique d'évaluation des risques professionnels</p> <p>(Présentation - Cotation - Plan d'action de prévention)</p>
2	<p>Evaluation des risques professionnels en accompagnement</p> <p><i>L'accompagnement à une évaluation des risques professionnels consiste à apporter notre concours à l'agent que vous avez désigné comme référent.</i> <i>La démarche d'accompagnement permet de développer l'autonomie de l'agent référent-projet désigné ou de votre assistant de prévention.</i></p>	CDG81 + agent réfèrent désigné par l'autorité territoriale	<p>7 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche d'évaluation aux agents et aux élus ▪ Identification du référent-projet ou nomination de l'assistant de prévention ▪ Formation sur la méthodologie d'évaluation des risques professionnels ▪ Identification des unités de travail par le référent ▪ Travail intersessions effectué par le référent ▪ Bilan mi-parcours et bilan final ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Document Unique d'évaluation des risques professionnels</p> <p>(Présentation - Cotation - Plan d'action de prévention)</p>



	Prestations	Acteurs	Mise en œuvre	Livrables
3	<p>La mise à jour de l'évaluation des risques professionnels « clé en main »</p> <p><i>La mise à jour du Document Unique est une obligation réglementaire régie par l'article R 4121-1 du Code du travail.</i> <i>Le Document Unique doit être mis à jour tous les ans, ou dès lors qu'il y a une modification de process, de matériel ou de conditions de travail qui sont susceptibles d'impacter les agents.</i></p>	CDG81	<p>4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information aux élus et aux agents ▪ Identification des unités de travail modifiées ou ajoutées depuis la dernière version d'évaluation des risques professionnels par le conseiller en prévention du CDG 81 ▪ Réévaluation des risques professionnels nécessitant une mise à jour et état des lieux sur les actions engagées ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Document Unique d'évaluation des risques professionnels</p> <p>(Présentation – Cotation – Plan d'action de prévention)</p>
4	<p>La mise à jour de l'évaluation des risques professionnels en accompagnement</p> <p><i>La mise à jour du Document Unique est une obligation réglementaire régie par l'article R 4121-1 du Code du travail.</i> <i>Le Document Unique doit être mis à jour tous les ans, ou dès lors qu'il y a une modification de process, de matériel ou de conditions de travail qui sont susceptibles d'impacter les agents.</i></p>	<p>CDG81 + Agent référent désigné par l'autorité territoriale</p>	<p>7 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche de mise à jour du Document Unique ▪ Identification du référent projet ▪ Identification des unités de travail modifiées ou ajoutées depuis la dernière version d'évaluation des risques professionnels par le référent projet ▪ Bilan mi-parcours ▪ Réévaluation des risques professionnels nécessitant une mise à jour et état des lieux sur les actions engagées en intersessions par le référent projet ▪ Bilan final ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Document Unique d'évaluation des risques professionnels</p> <p>(Présentation – Cotation – Plan d'action de prévention)</p>
5	<p>Les facteurs de pénibilité</p> <p><i>Les 10 facteurs de pénibilité au travail : Manutention manuelle - Postures pénibles – Risque chimique – Vibrations – Equipes alternantes successives – Milieu hyperbare – Bruit – Ambiance thermique – Travail de nuit – Travail répétitif.</i></p> <p><i>Les facteurs de pénibilité viennent compléter l'évaluation des risques avec une analyse exhaustive et individuelle des différents facteurs de pénibilité listés par le Code du travail.</i> <i>Cette évaluation est proposée et entièrement élaborée par le CDG81 conformément aux dispositions réglementaires, matérielles et organisationnelles que nécessite l'intervention.</i></p>	CDG81	<p>5 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche d'évaluation des facteurs de pénibilité présents au sein de votre structure ▪ Identification des facteurs de pénibilité ▪ Identification des unités de travail visées par les facteurs de pénibilité ▪ Évaluation des facteurs de pénibilité et intégration au Document Unique ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Fiches de pénibilité intégrées au Document Unique</p>



	Prestations	Acteurs	Mise en œuvre	Livrables
6	<p>Proposition d'une méthodologie d'analyse des accidents de service et de l'absentéisme en accompagnement</p> <p><i>L'étude statistique de l'absentéisme au sein de votre structure permet d'identifier les leviers sur lesquels vous concentrer dans une démarche visant à les diminuer. L'analyse des accidents de travail selon notre méthodologie d'analyse permet de diminuer la survenance des accidents de service en analysant et en supprimant la cause.</i></p>	<p>CDG 81+ Réfèrent désigné par l'autorité territoriale</p>	<p>6 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche aux élus et agents ▪ Identification d'un référent projet ▪ Formation à l'analyse des accidents de travail ▪ Travail intersessions sur une analyse d'un accident de service de l'établissement par le référent ▪ Bilan ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Fiches d'analyse d'accidents et/ou fiches d'analyse de l'absentéisme</p>
7	<p>Proposition d'une méthodologie d'analyse des accidents de service et de l'absentéisme « clé en main »</p> <p><i>L'étude statistique de l'absentéisme au sein de votre structure permet d'identifier les leviers sur lesquels vous concentrer dans une démarche visant à les diminuer. L'analyse des accidents de travail selon notre méthodologie d'analyse permet de diminuer la survenance des accidents de service en analysant la cause afin de la diminuer voire de la supprimer.</i></p>	<p>CDG 81</p>	<p>4 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche aux élus et agents ▪ Identification des accidents de service à analyser ▪ Analyse des accidents de service selon la méthodologie du CDG 81 et par le conseiller en prévention du CDG 81 ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Analyse des causes de l'accidentologie et/ou analyse de l'absentéisme</p>
8	<p>Animation de sensibilisations</p> <p><i>Les sensibilisations et ateliers thématiques sont des leviers intéressants dans le but de communiquer sur la prévention des risques professionnels en direction des agents. C'est un moyen efficace de faire passer les messages que vous souhaitez communiquer.</i></p>	<p>CDG 81</p>	<p>5 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche aux élus ▪ Identification du besoin en sensibilisation, en atelier ▪ Programmation d'une date ▪ Préparation de l'animation à prévoir ▪ Animation au sein de la structure 	<p>Support de présentation de la sensibilisation</p>



	Prestations	Acteurs	Mise en œuvre	Livrables
9	<p>Réalisation d'études ergonomiques de travail</p> <p><i>Une étude ergonomique d'un poste de travail permet de conseiller ou de modifier l'organisation de travail en adaptant les machines, outils ou dispositifs employés afin qu'ils soient utilisés avec le maximum de confort, de sécurité et d'efficacité. La mise en œuvre d'une démarche ergonomique au sein de votre structure vous permettra de diminuer vos accidents de service, mais aussi les maladies survenues durant les temps de travail de vos agents.</i></p>	CDG 81	<p>5 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion d'information sur la démarche agents ▪ Identification des postes à analyser ▪ Déroulement de l'intervention : Observation – Entretien - Analyse ▪ Intégration dans le document unique, support de l'évaluation des risques professionnels ▪ Restitution aux élus et aux agents 	<p>Rapport d'étude ergonomique de travail intégré au Document Unique d'Évaluation des risques professionnels</p>
10	<p>Prestations sur mesure sur demande de la collectivité</p>	CDG 81	<p>Etude de faisabilité sur précisions du besoin de la collectivité</p>	
			<p>Nombre de jours d'intervention</p>	



CONDITIONS PARTICULIERES D'INTERVENTION

Un programme d'intervention au sein de votre structure sera fixé afin de pouvoir intervenir rapidement et librement selon les conditions établies.

Le partenariat entre la structure et le CDG 81 concernant le service prévention se matérialise par le biais d'une convention triennale « **Convention d'adhésion au service prévention** » ou « **convention d'adhésion au service de médecine préventive** ». Au cours de cette période conventionnée, vous bénéficierez des services énoncés dans la convention conformément aux durées et conditions établies par cette proposition.

CONDITIONS TARIFAIRES

Les conditions tarifaires sont fixées annuellement à travers la délibération du conseil d'administration du CDG 81.

Nous pratiquons en date du 1er juillet 2018, selon la délibération XXXX, et ce jusqu'à la nouvelle délibération, une tarification des prestations d'interventions à la journée.

Le montant total de l'intervention est précisé dans la partie proposition tarifaire ci-dessous.

PROPOSITION TARIFAIRE

N°	Prestations	Acteurs	Échelonnement des interventions	Durée
	<i>Prestations</i>	<i>CDG 81</i>	Dates d'interventions prévisionnelles	Nombre de jours d'interventions

Tarif des prestations €



ACCORD

Fait à, le / /

MAIRIE DE ST PAUL CAP DE JOUX

Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE

*Par la présente le signataire s'engage sur la/les mission/s choisie/s,
si ce devis vous convient, veuillez nous le retourner signé précédé de la mention qui suit :
« Bon pour accord et acceptation du devis »*

()Ce devis est valable 3 mois à partir de sa date d'établissement.*

Devis réalisé conformément aux conditions financières exposées à l'article 5 de la convention du service Prévention pour les collectivités affiliées ou non affiliées, adhérentes au Service de Prévention ; ou de l'article 10.5 de la convention du Service de Médecine Préventive pour les collectivités adhérentes au Service de Médecine Préventive du CDG 81.

NB : Un exemplaire de ce document est à retourner au Centre de Gestion dûment signé pour acceptation et mise en œuvre de la mission. Le deuxième exemplaire est à conserver par la collectivité.

Aucune mission ne pourra débiter avant retour du devis accepté.

Dans le cas où vous ne souhaiteriez pas donner suite à cette proposition, retournez également ce formulaire en cochant la case suivante : ☐